

D'importantes manifestations antinucléaires ont eu lieu en Suède et en Finlande

Quelque cent vingt mille adversaires du nucléaire ont participé, le 15 mars, dans toute la Suède, à diverses manifestations organisées, une semaine avant le référendum du 23 mars sur l'énergie nucléaire. Les manifestants répondaient à l'appel du parti centriste du premier ministre M. Faelldin et du parti communiste, qui, tous deux, demandent le démantèlement des six réacteurs nucléaires actuellement en service. Dans la capitale suédoise, un défilé a réuni plus de trente mille personnes.

D'autre part, environ cinq mille personnes, dont un bon nombre de provinciaux, ont défilé, à Helsinki, samedi 15 mars, pour manifester à la fois leur solidarité avec le mouvement antinucléaire suédois et leur opposition au projet de construction d'une centrale de conception soviétique de 1 000 mégawatts, qui doit faire l'objet d'une décision définitive dans deux ans.

De notre correspondant

Helsinki. — La manifestation d'Helsinki était la plus importante jamais organisée en Finlande sur un thème écologique. L'événement prouve que le mouvement écologique finlandais a atteint sa maturité, et qu'il est capable de mobiliser un grand nombre de sympathisants dans un contexte social pourtant peu propice aux manifestations. Les précédentes manifestations de cette envergure remontent à la guerre du Vietnam.

Alors que la centrale d'Olkiluoto, de conception suédoise, et celle de Loviisa, de conception soviétique, avaient été construites dans l'indifférence générale (à l'exception des populations locales), le projet de centrale nucléaire soviétique de 1 000 mégawatts se heurte à une opinion bien plus sensibilisée par le débat écologique, comme le prouve la manifestation de samedi. La signature, prévue pour cette année, du contrat portant sur les études préliminaires de la construction de la centrale de 1 000 mégawatts, entre la société d'Etat Imatra Voima, qui gère la centrale de Loviisa, et Atomenergouexport, l'organisme exportateur soviétique, commence à éveiller les soupçons, notamment dans les rangs du parti du centre, qui se présente en Finlande, en raison

de ses origines agrariennes, comme le parti « vert », et plaide en faveur de sources d'énergies de remplacement. On craint en effet que la signature du contrat sur les études préliminaires n'engage un processus à l'issue duquel le gouvernement n'aurait plus qu'à entériner une décision dont la maîtrise lui aurait échappé, ainsi qu'au Parlement.

C'est pour cette raison que le parti du centre a demandé, la semaine dernière, que toutes les décisions à venir en matière nucléaire soient prises directement par le Parlement, après débat en bonne et due forme. M. Lasse Aikiäs (centriste), ministre de l'agriculture, vient de prendre clairement position contre l'utilisation de l'énergie nucléaire. Seuls le parti social-démocrate et, dans une moindre mesure, le parti conservateur, se font les avocats de l'énergie nucléaire. A la longue, pourtant, les passions de la classe politique pourraient céder le pas aux intérêts économiques. Les Soviétiques ont déjà fait miroiter aux Finlandais la perspective de participer à la sous-traitance des centrales nucléaires qu'ils doivent livrer à des pays comme la Libye ou Cuba.

PAUL PARANT.

La Bretagne face à la contestation

LA GRANDE FÊTE DE LA POINTE DU RAZ

De notre envoyé spécial

Plogoff. — Un calme étrange régnait à la pointe du Raz. Pas un souffle de vent, une mer presque sage. Les éléments si souvent déchaînés sur ce bout de terre sauvage observaient une trêve, dimanche 16 mars, pour la journée de soutien aux manifestants emprisonnés et au comité de défense de Plogoff. Une pause exceptionnelle et inattendue, malgré un ciel gris, comme si la nature voulait se joindre au mouvement de protestation antinucléaire. Etonnante complicité ! La clémence du temps facilitait ainsi la réussite de cette fête, qui s'est déroulée autour du centre commercial, cette verrue sur le nez de la Bretagne.

Pas une manifestation, plutôt un rassemblement, une kermesse avec tombola, buvettes. Il n'y eut ni discours, ni déclarations, ni slogans, et de rares banderoles. La Bretagne s'est retrouvée en famille, tranquille, sereine, un peu grave, pour célébrer un même culte, celui de l'anti-nucléaire. La veille déjà, elle s'était donné rendez-vous dans la cour de l'école de Plogoff pour une gigantesque Fest-noz (fête de nuit), dansant au son des bombardes et des binioùs. Les « Capistes » reprenaient leur souffle après les combats des semaines passées. Plus de gendarmes mobiles, plus de mairies annexes, on se retrouvait enfin chez soi, entre Bretons, entre militants d'une même cause.

Combien étaient-ils pour cette Journée de soutien ? Trente mille, quarante mille, cinquante mille ? Difficile à dire. Ils étaient venus d'un peu partout, en voi-

ture, en car, à moto. Les petites routes du cap Sizun étaient embouteillées. Certains firent plusieurs kilomètres à pied pour venir écouter les chanteurs et les conteurs qui se sont succédés sur le podium orné de drapeaux bretons. Une longue procession jusqu'à l'immense parking du centre commercial. Les organisateurs affirmèrent avoir distribué cinquante mille tickets. Ce qui est sûr, c'est qu'ils étaient plus nombreux que lors de la marche du 3 février (vingt mille manifestants). La pointe du Raz ressemblait à un boulevard. Les vendeurs de sandwiches, de crêpes, de spécialités du pays et de canettes de bière ont fait fortune. L'argent est destiné à soutenir le comité de défense et à payer les frais du procès des emprisonnés. Des bons de souscription étaient également vendus. Un peu partout, des stands d'information sur le nucléaire avaient été dressés avec brochures, livres, prospectus, autocollants, badges. Des expositions de photos rappelaient les heures chaudes de l'enquête d'utilité publique. Autour des buvettes, chacun commentait les épisodes des bagarres passées. Plogoff entraînait dans la légende. Les habitants des Côtes-du-Nord dressaient le bilan de la dernière marée noire. La Bretagne se rassemblait autour de ses malheurs. Pour M. Jean-Marie Kerloc'h, maire de Plogoff : « Les têtes dures de la pointe du Raz ont gagné la bataille. Mais ce n'est pas fini, dit-il. On ira jusqu'au bout. Jusque-là on a été timides, après ce sera plus sérieux. Maintenant, il s'agit d'entretenir le feu. »

Promesses

Il n'était pas encore président de la République.

Commentée dès juin 1976, lors des sondages géologiques qui n'ont finalement jamais pu être réalisés par l'E.D.F., la bataille de Plogoff vient de connaître son deuxième acte. Une lutte toujours recommencée dont un nouvel épisode est prévu pour le 25 mai avec un rassemblement organisé pour l'arrivée des moutons du Larzac à la bergerie installée sur le site de la centrale. En attendant, le prochain rendez-vous est fixé à Quimper, ce lundi 17 mars, pour le procès en flagrant délit de neuf militants. Beaucoup pensaient que la journée serait beaucoup moins calme que ce dimanche à la pointe du Raz.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Quatre-vingt-cinq scientifiques protestent contre les conditions dans lesquelles a été organisée l'enquête publique

Quatre-vingt-cinq membres de la faculté des sciences de Brest, du centre océanologique de Bretagne et de la station biologique de Roscoff viennent de lancer une pétition nationale (1) demandant au gouvernement « d'annuler l'enquête publique de Plogoff, pour insuffisance d'information sur l'impact réel qu'aurait la centrale nucléaire ».

Les signataires apportent leur soutien aux populations du cap Sizun et considèrent que le gouvernement doit organiser « un large débat contradictoire et démocratique sur le programme nucléaire français ».

Dans le communiqué qu'ils ont diffusé, les scientifiques — au premier rang desquels figure M. Quentel, doyen de la faculté des sciences de Brest — relèvent « les faiblesses, les absences et les incohérences » du dossier qui a été soumis à l'enquête publique.

« Les délais nécessaires à des études préalables scientifiquement significatives n'ont pas été respectés et toutes les études nécessaires n'ont pas été menées, indiquent-ils. Mais il y a pire : les rédacteurs du dossier se sont permis de réinterpréter les études scientifiques d'avant-projet et de compléter d'avant-projet (réalisées notamment par des chercheurs du « NEXO », de l'I.S.T.P.M. et de l'U.B.O.), de modifier les conclusions, voire les données brutes, et de les faire passer pour de véritables études d'impact, bien qu'elles n'en aient pas les caractères. Les

(1) Appel Science Plogoff, 9, allée de la Penfeld, Plouzane, 29290 Saint-Renan.

remarques et les protestations transmises officiellement par les chercheurs concernés ont été en grande partie ignorées, comme cela s'était déjà produit pour la centrale de Flamanville. Ainsi, un point aussi important que celui de la dispersion des eaux chaudes rejetées à la mer apparaît à ce jour non résolu, bien qu'il conditionne les possibilités de refroidissement de la centrale. De nombreux indices montrent que les calculs effectués par E.D.F. s'appuient sur des hypothèses fausses ! Le problème des eaux rouges est délibérément sous-estimé. »

Le dossier d'enquête publique de Plogoff, estiment les signataires de l'appel, est « une pseudo-étude d'impact servant à justifier a posteriori des choix politiques et qui tente de s'autojustifier de la caution des scientifiques et des organismes auxquels ils appartiennent ».

● Drôme : non aux eaux chaudes d'Eurodif. — Les conseillers généraux de la Drôme ont refusé d'acheter les eaux chaudes rejetées par l'ensemble nucléaire d'Eurodif-Tricastin pour le chauffage urbain de Pierrelatte et celui de serres destinées à des horticulteurs et maraîchers de la région. Eurodif proposait de vendre la thermie au tarif de 1 centime aux futurs utilisateurs. Les élus drômois n'ont pas accepté qu'Eurodif « tente de tirer un profit des nuisances qu'occasionne son activité dans le Tricastin ». — (Corresp.)

Quelques incidents à Paris

A l'appel de plusieurs organisations bretonnes et de différents groupements autonomes, regroupés dans un même « comité de soutien à Plogoff », environ deux mille personnes, des jeunes gens pour la plupart, ont manifesté, le samedi 15 mars, à Paris, contre le projet d'installation d'une centrale nucléaire dans le Finistère.

Le cortège, barrant sur toute sa largeur le boulevard du Montparnasse, a quitté la place du 18-Juin 1940, peu après 15 heures, en direction des Gobelins.

« Libérez Plogoff », « Le nucléaire nous les casse, cassons-le », « C.R.S., à la mer ! », « Non au nucléaire, à Plogoff comme ailleurs », tels étaient les slogans scandés par les manifestants qu'encadraient de près, en tête comme en queue de cortège, d'importantes forces de police, tandis que d'autres contingents de C.R.S. et des brigades d'intervention de la préfecture de police quadrillaient soigneusement tous les autres axes menant vers le carrefour des Gobelins, à l'exception du boulevard Saint-Marcel.

Le premier incident s'est produit vers 16 heures, lorsqu'une petite escouade de policiers se mit à charger, sans raison apparente, la tête du cortège qui allait atteindre le carrefour des Gobelins. Quelques tirs de grenades

lacrymogènes et quelques brèves échauffourées ne découragèrent pas les manifestants qui, peu après, se remettaient en marche vers la place d'Italie, but final du défilé.

Vers 17 h. 30, alors que les manifestants se dispersaient, les brigades d'intervention de la préfecture de police allaient matraquer durement le petit groupe de manifestants qui occupaient encore les abords du métro « Porte d'Italie », les chargeant jusque dans les escaliers de la station.

La préfecture de police a indiqué que vingt-neuf personnes avaient été interpellées, et remises en liberté entre 20 et 21 heures, deux d'entre elles seulement ayant été présentées au parquet, l'une pour jet de pierre, l'autre pour jets de billes d'acier. Quatre membres des forces de l'ordre ont été légèrement blessés et, du côté des manifestants, on a dénombré deux blessés.

J.-M. D.-S.

EN PRISON POUR FAUSSE NOUVELLE

Saint-Brieuc. — Deux jeunes colleurs d'affiches ont été arrêtés vendredi 14 mars à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) et incarcérés le soir même à la maison d'arrêt. Dans la nuit de jeudi à vendredi, ils avaient placardé sur les murs de la ville des affiches — canular — que les agents du commissariat ont enlevées au petit matin.

Il s'agissait d'un avis en forme de faire-part et à l'allure officielle, informant la population du naufrage du *Pacific-Fischer*, transportant des déchets radioactifs au large de la côte. Les pêcheurs y étaient invités à remettre leurs prises aux autorités, la population à prendre toutes les précautions alimentaires et le littoral était interdit d'accès.

Le canular a mal tourné. Présents au parquet, Alain Queau, dix-neuf ans, et Pierre K., dix-huit ans, tous deux lycéens, ont été inculpés d'incitation au désordre et écroués.

Cette décision a soulevé les protestations des mouvements politiques et syndicaux et du comité de Plogoff qui dénoncent « la volonté du pouvoir de mettre en œuvre tous les moyens possibles, même les plus intolérables, pour briser la résistance antinucléaire des jeunes Bretons ».

L'Union démocratique bretonne ironise : « Pendant combien de jours les autorités n'ont-elles pas divulgué de fausses nouvelles en affirmant que, avec le Tanio, il n'y avait pas de risque de marée noire ? »

● Un journaliste porte plainte après les incidents du 14 février à Pont-Croix. — M. Hervé Debois, journaliste à France-Inter, a porté plainte, samedi 15 mars, à la gendarmerie de Pont-Croix pour violences, détérioration de matériel et vol de micro après les incidents de la veille (le *Monde* daté 16-17 mars). Un médecin lui a prescrit un arrêt de travail de trois jours et a ordonné une radio des dernières vertèbres lombaires.

D'autre part, l'un des manifestants hospitalisés à Douarnenez, M. Robert Gonidec, dix-neuf ans, de Ploaré, est toujours en observation. Il a été très sérieusement touché à l'œil et souffrirait d'un décollement de la rétine.